

2019-04-29

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#) [NBB.Stat](#) [Information générale](#)

La croissance économique s'est élevée à 0,2 % au premier trimestre de 2019

- **Le PIB a augmenté de 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2018**

L'Institut des comptes nationaux (ICN) communique dans cette publication le résultat de l'estimation « flash » de la croissance économique au premier trimestre de 2019. Simultanément, il publie une version révisée des comptes trimestriels de 2018, qui tient notamment compte des données récemment publiées relatives aux comptes des administrations publiques et à la balance des paiements.

Conformément aux meilleures pratiques européennes, les comptes des [administrations publiques](#) des trois dernières années pour lesquelles des chiffres annuels avaient déjà été publiés ont été révisés. Ces modifications ont été intégrées dans la présente publication des comptes trimestriels.

1. Estimation « flash » de la croissance économique au premier trimestre de 2019

Selon l'estimation « flash » du produit intérieur brut (PIB) en volume et corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, l'activité économique au premier trimestre de 2019 a affiché une croissance de 0,2 % par rapport au trimestre précédent. Comparé au premier trimestre de 2018, le PIB a progressé de 1,1 %.

2. Comptes du quatrième trimestre de 2018

Au quatrième trimestre de 2018, le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a augmenté de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. Sur une base annuelle, cela représente une croissance de 1,2 %, contre 1,5 % au troisième trimestre.

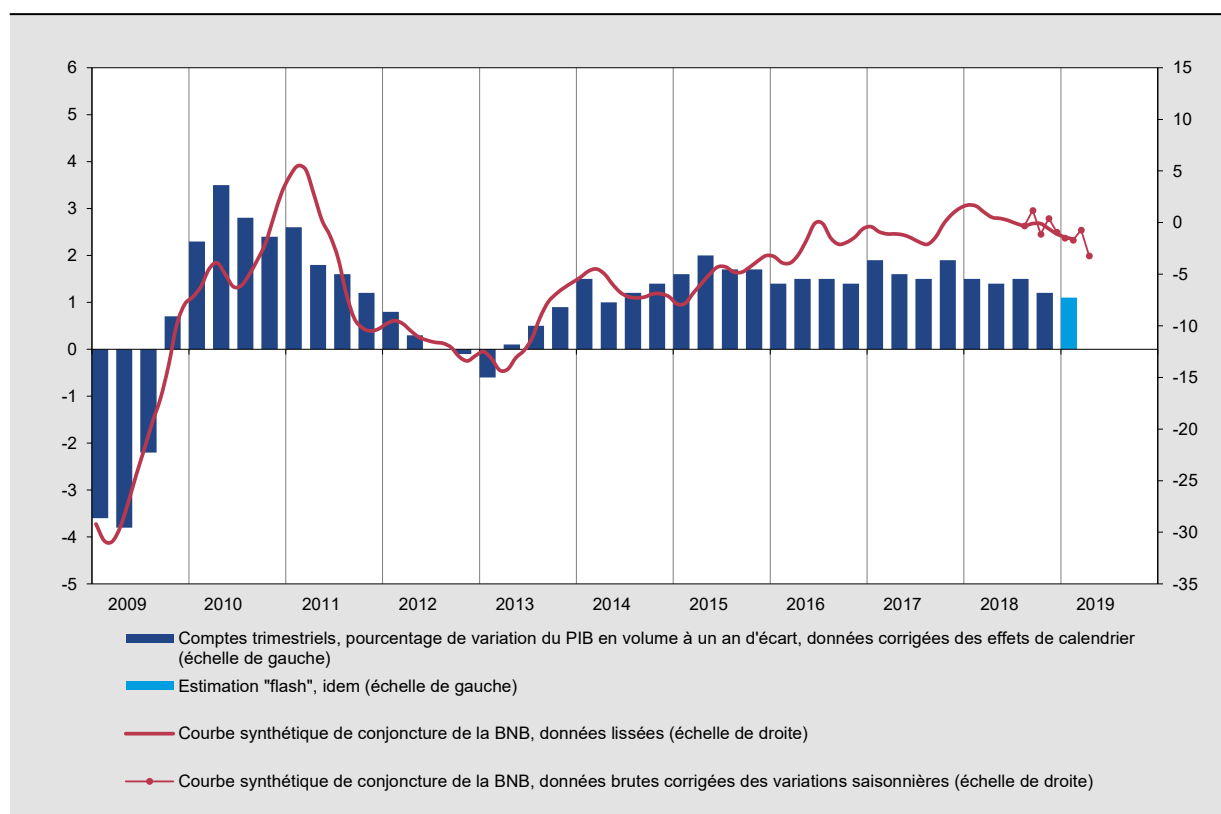
Comparativement au trimestre précédent, la valeur ajoutée s'est renforcée de 1,5 % dans l'industrie et de 1,1 % dans la construction, tandis qu'elle est restée stable dans les services.

La demande intérieure s'est inscrite en hausse. Les investissements des entreprises et ceux des ménages se sont raffermis de, respectivement, 3,9 et 2,9 %. L'évolution des premiers a une nouvelle fois été influencée par une série de transactions spécifiques relatives à des acquisitions et à des ventes de navires à l'étranger. Les administrations publiques ont également intensifié leurs investissements (+1,6 %) et leurs dépenses de consommation (+0,1 %). Les dépenses de consommation des ménages se sont quant à elles stabilisées par rapport au trimestre précédent.

Tant les exportations que les importations de biens et de services ont augmenté. La hausse des importations (+1,8 %) a toutefois été plus marquée que celle des exportations (+1,1 %), de sorte que les exportations nettes de biens et de services ont apporté une contribution négative (-0,5 point de pourcentage) à la croissance du PIB.

L'emploi intérieur s'est accru de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, à la faveur surtout de l'évolution positive de l'emploi salarié dans la branche de la santé et de l'action sociale, ainsi que de l'emploi indépendant. Le volume de travail des salariés a affiché une progression de 0,3 % par rapport au trimestre précédent.

GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



Source : ICN.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PIB, ÉVOLUTIONS TRIMESTRIELLES EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport au	
	trimestre correspondant de l'année	trimestre précédent
	précédente	
2016 I	1,4	0,2
II	1,5	0,7
III	1,5	0,2
IV	1,4	0,3
2017 I	1,9	0,7
II	1,6	0,4
III	1,5	0,2
IV	1,9	0,7
2018 I	1,5	0,3
II	1,4	0,3
III	1,5	0,3
IV	1,2	0,4
2019 I	1,1	0,2

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2017				2018			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,8	-0,6	0,2	1,2	-0,1	-0,2	0,4	1,5
Construction	1,9	-0,5	-1,9	0,4	1,1	0,7	0,3	1,1
Services	0,5	0,7	0,3	0,6	0,2	0,4	0,2	0,0
P.m. PIB	0,7	0,4	0,2	0,7	0,3	0,3	0,3	0,4
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,2	0,6	-0,2	0,0	0,8	0,2	-0,1	0,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,5	0,3	0,1	0,3	0,3	0,2	0,0	0,1
Formation brute de capital fixe totale	2,0	1,0	-0,1	0,5	1,3	-0,1	0,5	3,4
Entreprises	2,7	1,5	-0,5	0,8	1,2	-0,5	0,4	3,9
Logements	0,6	-0,9	0,1	-1,3	1,6	0,5	0,5	2,9
Administrations publiques	0,1	1,8	1,6	2,3	1,4	1,8	0,9	1,6
Demande intérieure (hors stocks)	0,4	0,6	-0,1	0,2	0,8	0,1	0,0	0,9
Variations des stocks (2)	-0,2	-0,3	0,2	0,4	-0,5	-0,2	0,1	0,1
Exportations de biens et de services	0,7	-0,2	-0,3	2,9	0,2	0,5	1,4	1,1
Importations de biens et de services	0,1	-0,3	-0,3	2,8	0,3	0,0	1,3	1,8
Exportations nettes de biens et de services (2)	0,5	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,4	0,1	-0,5
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,4	0,4	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
Volume de travail des salariés	0,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

3. Comptes de l'ensemble de l'année 2018

Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB en volume, corrigé des effets de calendrier, s'est renforcé de 1,4 %, après avoir grimpé de 1,7 % en 2017.

La valeur ajoutée dans les services a gagné 1,4 %, après s'être inscrite en hausse de 2,2 % en 2017. Le rythme de croissance s'est accéléré dans l'industrie, passant de 0,5 % en 2017 à 1,1 % en 2018. La construction a elle aussi fait état d'une croissance positive (+1,2 %) en 2018, alors qu'elle enregistrait encore un repli de 0,8 % en 2017.

La demande intérieure hors stocks a augmenté de 1,4 % en 2018, portée par les dépenses de consommation des ménages et par les investissements des entreprises, qui ont gonflé de respectivement 1,0 % et 2,7 %. Les investissements des administrations publiques se sont eux aussi accélérés (+6,8 %), à l'instar de leur consommation (+0,9 %) et des investissements des ménages en logements (+1,8 %). La croissance de la formation brute de capital fixe totale s'est montée à 2,9 %.

La demande extérieure s'est également accentuée en 2018. Les exportations et les importations de biens et de services ont augmenté de, respectivement, 3,6 % et 3,3 %. La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB s'est ainsi élevée à 0,3 point de pourcentage en 2018, contre 0,6 point en 2017.

Au cours de l'année 2018, l'emploi intérieur s'est raffermi de 1,3 % (+61 700 personnes), après avoir progressé de 1,4 % (+64 500 personnes) en 2017. Le nombre d'heures travaillées par les salariés s'est amplifié de 1,6 % en 2018, après une hausse équivalente en 2017.

AGRÉGATS ANNUELS

PIB, ÉVOLUTIONS ANNUELLES EN VOLUME

(pourcentages de variation, données corrigées des effets de calendrier)

2015	1,7
2016	1,5
2017	1,7
2018	1,4

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des effets de calendrier)

	2015	2016	2017	2018	p.m. 2018 bruts (3)
1. Valeur ajoutée					
Industrie	2,8	0,5	0,5	1,1	1,1
Construction	1,7	-0,1	-0,8	1,2	1,2
Services	1,5	1,6	2,2	1,4	1,4
2. Dépenses					
Dépenses de consommation privée (1)	0,9	1,7	1,1	1,0	1,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,3	0,0	0,4	0,9	0,9
Formation brute de capital fixe totale	2,7	3,8	1,8	2,9	2,9
Entreprises	3,6	4,7	2,3	2,7	2,7
Logements	1,0	3,7	0,0	1,8	1,8
Administrations publiques	1,1	-2,1	2,3	6,8	6,8
Demande intérieure (hors stocks)	1,2	1,8	1,1	1,4	1,4
Variations des stocks (2)	0,4	0,2	0,0	-0,3	-0,3
Exportations de biens et de services	3,5	7,6	5,0	3,6	3,6
Importations de biens et de services	3,4	8,5	4,3	3,3	3,3
Exportations nettes de biens et de services (2)	0,1	-0,5	0,6	0,3	0,3
3. Marché du travail					
Nombre total de travailleurs	0,9	1,3	1,4	1,3	1,3
Volume de travail des salariés	0,6	1,4	1,6	1,6	1,6

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

(3) Bruts: données non corrigées des effets de calendrier.

4. Comptes non financiers des secteurs institutionnels au quatrième trimestre de 2018

Les comptes sectoriels sont établis à prix courants.

Au quatrième trimestre de 2018, le revenu disponible des ménages a augmenté de 1,7 % par rapport au trimestre précédent. Les dépenses de consommation finale se sont accrues de 0,7 %. Le taux d'épargne brut s'est ainsi redressé de près de 1 point de pourcentage par rapport à la période précédente, atteignant 12,2 % du revenu disponible.

Sur l'ensemble de l'année 2018, le taux d'épargne des ménages s'est chiffré à 11,7 %, contre 11,4 % en 2017.

Le taux d'investissement des sociétés non financières s'est raffermi par rapport au trimestre précédent, passant de 26,3 à 27,1 % de la valeur ajoutée. En hausse de 4,3 % au cours du quatrième trimestre, les investissements des sociétés non financières ont augmenté à un rythme plus soutenu que leur valeur ajoutée brute (+1,2 %).

Sur l'ensemble de l'année 2018, le taux d'investissement des sociétés non financières s'est élevé en moyenne à 26,5 % de la valeur ajoutée, contre 26,1 % en 2017.

Au cours du quatrième trimestre de 2018, le solde de financement des administrations publiques s'est établi à -1,5 % du PIB, contre -0,7 % au trimestre précédent. La détérioration du solde en fin d'année s'explique par une baisse des recettes combinée à un relèvement des dépenses. Cette dernière concerne principalement les rémunérations des fonctionnaires et les prestations sociales. L'affaiblissement des recettes est essentiellement imputable au recul des impôts directs.

Le profil trimestriel du solde des administrations publiques est cohérent avec l'estimation annuelle présentée par l'ICN le 18 avril dernier : sur l'ensemble de l'année 2018, le déficit public s'est à peine amélioré par rapport à l'année précédente, s'établissant à 0,7 % du PIB.

INDICATEURS-CLÉS DES COMPTES DES SECTEURS

(données en valeur corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	Ménages ¹		Sociétés non financières		Administrations publiques	
	Taux d'épargne (%)	Taux d'investissement (%)	Taux de marge (%)	Taux d'investissement (%)	Solde de financement (%)	
2016	11,3	10,1	43,0	26,1	-2,4	
2017	11,4	10,1	43,1	26,1	-0,8	
2018	11,7	10,2	42,5	26,5	-0,7	
2016	I	11,4	10,0	42,3	25,1	-3,5
	II	11,0	10,2	43,2	25,1	-2,4
	III	11,7	10,1	43,1	28,5	-2,7
	IV	11,0	10,2	43,3	25,6	-1,1
2017	I	11,0	10,2	43,8	26,0	-0,8
	II	11,2	10,1	43,1	26,3	-1,2
	III	11,9	10,1	42,9	26,1	-0,9
	IV	11,7	10,0	42,7	26,1	-0,5
2018	I	11,4	10,1	42,8	26,5	-0,6
	II	11,7	10,1	42,3	26,3	0,0
	III	11,3	10,2	42,4	26,3	-0,7
	IV	12,2	10,4	42,6	27,1	-1,5

¹ Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.